

**Convention collective**

**IDCC : 9831. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Var)  
(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 31 juillet 1973,  
*Journal officiel* du 30 septembre 1973)

---

**AVENANT N° 112 DU 19 DÉCEMBRE 2012**

NOR : *AGRS1397059M*  
IDCC : 9831

Entre :

La FDSEA du Var,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC-Agri ;

La FNAF CGT ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 64, intitulé CPCEA, est modifié dans son titre et son contenu et devient :

« Article 64

*Prévoyance et retraite des cadres*

Les salariés cadres bénéficient des dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 modifiée, qui définit un régime de prévoyance et d'assurance complémentaire frais de santé ainsi qu'un régime de retraite supplémentaire.

Le régime de retraite supplémentaire est amélioré en renforçant le taux d'épargne mensuel par une cotisation de 5 % du salaire brut limité à la tranche A, répartie à 55 % à la charge du salarié et 45 % à la charge de l'employeur.

Tout employeur est tenu d'adhérer pour l'ensemble de ses salariés cadres à la caisse de prévoyance des cadres des entreprises agricoles (CPCEA), institut de prévoyance désigné pour assurer la gestion du régime, dont les coordonnées sont : CPCEA, groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

## **Article 2**

L'article 65 est modifié et devient :

« Article 65

*Rente de conjoint*

La rente de conjoint n'est plus applicable. Les partenaires sociaux s'engagent à négocier de nouvelles dispositions lorsque de nouvelles garanties seront proposées par la CPCEA. »

## **Article 3**

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, date à laquelle les nouvelles dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 modifiée entrent en vigueur.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Brignoles, le 19 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)